

No. 2

Les Cahiers d'

OCISCA

DU PASSÉ RE-COMPOSÉ AU FUTUR IMPROBABLE:

**LES OBSERVATOIRES RURAUX D'OCISCA COMME MODE
OPÉRATOIRE D'UNE RECHERCHE IMPLIQUÉE**

par Georges Courade



Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun
Observatory of Change and Innovation in the Societies of Cameroon

Les Cahiers d'Ocisca N0.2

Pr-1205

DU PASSÉ RE-COMPOSÉ AU FUTUR IMPROBABLE:

LES OBSERVATOIRES RURAUX D'OCISCA

COMME MODE OPÉRATOIRE

D'UNE RECHERCHE IMPLIQUÉE

Georges Courade

Mars 1994

Copyright

Ce document est protégé par les règles habituelles en matière de droits d'auteur. Toute copie de ce document, ou partie de ce document, est autorisée à condition d'en citer la source de façon explicite.

(C) OCISCA (MINREST-ORSTOM) 1994

Les Cahiers d'Ocisca

B.P. 1857 Yaoundé

Cameroun

Résumé

C'est dans un environnement économique caractérisé par la crise économique et l'ajustement structurel que le programme OCISCA (Observatoires du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun) a été institué. Il propose une approche nouvelle pour étudier le comportement des producteurs et des ménages. Il consiste en la mise en place de plusieurs observatoires, chacun étudiant de façon approfondie le comportement d'une catégorie sociale déterminée, au moyen d'enquêtes légères, de travaux de recherche individuels, et utilisant pour cela des méthodes autant qualitatives que quantitatives. L'analyse des résultats permet de faciliter le regroupement pluridisciplinaire de chercheurs et d'enseignants au sein d'une structure indépendante de recherche en partenariat visant à formuler des diagnostics et des recommandations pour la politique économique. Comme les cultures de rente jouent un rôle essentiel au Cameroun, l'accent a été mis sur l'étude du comportement des planteurs. Deux régions ont été choisies pour implanter les premiers observatoires, Yemessoa pour le cacao et Bafou pour le café. Ayant fait l'objet d'études approfondies dans le passé, elles facilitent l'étude des comportements sur une longue période.

Mots-clés: Observatoires, Recherche en partenariat, Pluridisciplinarité, Enquête, Quantitatif et qualitatif, Ajustement structurel, Crise, Innovation sociale, Café, Cacao.

Abstract

The OCISCA program (Observatories of Change and Innovation in the Societies of Cameroon) was implemented in an economic environment of crisis and structural adjustment. He proposes a new approach to study the behavior of producers and households. Its main action consists in setting up several observatories, each of them focusing on specific socioeconomic groups. A detailed study of the behavior of these groups is done by conducting rapid surveys and individual assessments using both quantitative and qualitative methods. The analysis of the results and the dissemination of the findings are carried out by multidisciplinary groups of researchers and professors working in partnership within an independent structure. Diagnosis of the situation and policy recommendations are formulated to assist the policy-makers in their decisions. The focus is put on the cash-crop farmers since their productions, coffee and cocoa, play a key role in Cameroon. Two regions are selected to set up the first observatories, Yemessoa in the cocoa area and Bafou in the coffee area. Both of them were studied in the past which facilitates long-term analysis of the farmers' attitude.

Keywords: Observatory, Research in Partnership, Multidisciplinarity, Survey, Quantitative and Qualitative, Structural Adjustment, Crisis, Social Innovation, Coffee, Cocoa Farmers.

Présentation de l'auteur

Georges Courade, géographe, directeur de recherches à l'ORSTOM, fut l'initiateur et le coordonnateur du programme OCISCA de 1990 à 1993. Il est actuellement professeur à l'Institut d'Etude du Développement Economique et Social et dirige la collection économie du développement des éditions Karthala.

Remerciements

L'auteur rend hommage ici en particulier à trois personnes-ressources, René Owona, Thérèse Pujolle et Paul Moby Etia, relayés par la suite par Jacques Bonvalot et Thomas Njine, qui se sont engagés dans le pari risqué que constituait le programme OCISCA malgré tous les avatars qu'ont connu leur carrière et les institutions auxquelles ils appartenaient.

L'auteur remercie aussi toutes les équipes de chercheurs d'OCISCA qui l'ont aidé à mener le projet, à mettre en place les observatoires et à en diffuser les principaux résultats dans des documents internes et dans un certain nombre de revues internationales.

Préface

Les Cahiers d'Ocisca présentent, sous la forme d'une série régulière, des études qui sont produites dans le cadre du programme de recherche Ocisca (Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun). Y sont développés des thèmes ayant trait aux comportements des différents acteurs économiques dans le contexte actuel de la crise économique et des politiques d'ajustement structurel. L'étude des conditions de vie des ménages, l'examen des situations de pauvreté, l'analyse des comportements sociaux, les innovations sociales, l'impact social des politiques d'ajustement, notamment la dévaluation, la conception de politiques sociales sont autant de thèmes dont les travaux de recherche pourront être diffusés par ces Cahiers.

Les Cahiers ont donc été conçus comme un véhicule utile à tous ceux qui veulent diffuser les informations obtenues par les différents observatoires, les analyses scientifiques de données d'enquêtes, et les travaux de recherche individuels effectués dans ces domaines. L'objectif est d'informer les décideurs et les opérateurs économiques sur les recherches en cours et, dans la mesure du possible de proposer des solutions concrètes aux problèmes qui les préoccupent.

Ce numéro s'inscrit dans la même problématique puisqu'il discute de la notion d'observatoire du comportement des producteurs et des ménages dans un contexte de crise économique et d'ajustement structurel. Les observatoires sont mis en place, dans le cadre du programme OCISCA, pour proposer un approche nouvelle de l'étude des comportements de réaction et d'innovation des groupes sociaux.

Chaque observatoire étudie de façon approfondie le comportement d'une catégorie sociale déterminée, pendant une certaine période. Pour ce faire il combine, au niveau de l'observation, des enquêtes légères, tantôt quantitatives (relevés de parcelles ou budgétaires), tantôt qualitatives (récits de vie, analyse de terroirs) avec de travaux de recherche individuels plus orientés vers des thèmes spécifiques (étude du crédit, de l'emploi, etc.).

En ce qui concerne l'analyse, de nombreuses pistes de réflexion sont ouvertes avec les méthodes qualitatives d'analyse lexicographique des récits de vie, d'analyse typologique des données visant à déterminer les différentes catégories de producteurs, et d'économétrie qualitative concernant les comportements. Ainsi le jeu des solidarités, le rôle des élites, les relations de pouvoir, les gagnants et les perdants d'une situation économique peuvent tout autant être étudiés que le montant de la production, les dépenses essentielles ou le recours aux emprunts.

Comme le montre l'auteur, l'analyse des résultats facilite la constitution d'équipes pluridisciplinaires de chercheurs et d'enseignants-chercheurs autour d'un observatoire. Cette structure indépendante de recherche en partenariat permet de mieux connaître le terrain, la réalité socio-économique, et de formuler, à la vue de l'analyse des résultats, des diagnostics sur la situation actuelle et ses tendances d'évolution, et des recommandations pour la politique économique et sociale. Nous touchons là à un aspect essentiel du programme OCISCA: établir

le lien entre l'observation micro-économique des comportements, l'étude meso-économique de différentes catégories sociales, et la formulation conséquente de recommandations au niveau de la politique macro-économique.

Pour la mise en place des premiers observatoires, il a été décidé de privilégier les producteurs de cultures de rente. En effet ces dernières jouent toujours un rôle essentiel au Cameroun. Aussi deux régions ont été choisies comme représentatives, Yemessoa pour les producteurs de cacao et Bafou pour ceux du café. Ces deux régions, ont dans le passé fait l'objet de nombreuses études ce qui facilite l'étude des comportements sur une longue durée.

Ce Cahier prend évidemment toute son actualité dans le contexte de la dévaluation du Franc CFA. On peut se demander, en effet, quel sera l'impact de la dévaluation sur les comportements des planteurs de café et de cacao. Il semble qu'il y ait d'ores et déjà un regain d'intérêt pour les cultures de rente. Toutefois il convient de remarquer que la dévaluation a eu lieu à la mi-janvier 1994, après la traite de ces produits. Les planteurs n'ont donc pas encore reçu les bénéfices du doublement du prix de leurs produits. Par contre ils doivent acheter dès maintenant des intrants dont le prix à l'achat a doublé.

Seules les enquêtes menées aux cours des prochains mois par les observatoires de Bafou et de Yemessoa pourront nous fournir plus d'éclaircissements sur les réactions des différents producteurs. Elles fourniront un certain nombre d'informations, qui seront publiées dans les prochains Cahiers, et qui pourront aider ceux qui élaborent la politique agricole concernant les cultures de rente.

Jean-Luc Dubois
Coordinateur Ocisca

Sommaire

Introduction

I. Questions pour une introspection d'Ocisca

1. Accouchement du projet: confrontations et jeux de miroir
2. Des observatoires pour analyser les effets de et les réponses à la crise
3. Difficile caractérisation de la crise
4. Observer la crise plutôt que l'ajustement étatique
5. Une recherche impliquée à la recherche de marge de manoeuvre
6. La notion d'observatoire sous la double contrainte de la mémoire sélective et de l'explication totalisante de l'histoire

II. Un environnement très contraignant

1. Des observatoires pour épouser son temps
2. Une bouée de sauvetage pour recherche bureaucratique en perdition
3. Des regards croisés sur des politiques scientifiques qui se cherchent depuis les indépendances

III. La difficile conquête de l'autonomie

1. Des principes
2. L'élaboration collective de la grille d'analyse
3. Pourquoi ce vif intérêt pour les cultures de rente ?
4. Astronomes au coeur de la galaxie de la crise
5. Croiser les regards des enquêteurs et des enquêtés

IV. Des pratiques en ajustement permanent

1. Transgresser la distinction formel/informel
2. Généralistes contre spécialistes: la négociation pluridisciplinaire
3. Equilibrer qualitatif et quantitatif

V. Un laboratoire en sciences sociales

Conclusion

Notes infra-paginales

Références bibliographiques

Annexe: Le questionnaire OCISCA de la phase expérimentale

Introduction

"Nous avons glissé, du besoin qu'avait la France de "terrains" équatoriaux pour sa propre recherche, à l'idée qu'il fallait aider l'Afrique à faire elle-même de la recherche de qualité"...

"Il s'agissait clairement de donner autant d'importance à la recherche finalisée et interdisciplinaire qu'à la recherche fondamentale et ce, en faveur des pays du tiers-monde"...

"Ce fut une autre de mes bagarres que de tenter d'instaurer une véritable coopération scientifique. Partager avec le pays d'accueil les moyens de l'ORSTOM, former des chercheurs africains, etc. Mais si la réforme scientifique a réussi, je considère que la coopération a plutôt échoué". Alain Ruellan, 1990, p.38

"Déjà difficile à concevoir au plan global, le triptyque Recherche/Coopération/Développement devient un exercice périlleux à l'échelle des interventions concrètes, c'est-à-dire celle des actions de recherche sur le terrain". CNER, novembre 1993, p.39.

"Le contexte africain ne permet pas de prétendre à une activité de recherche en dehors de structures correctement dotées". CNER, novembre 1993, p.195.

La question reste posée depuis une génération de manière lancinante : peut-on faire de la recherche de qualité en Afrique dans un contexte de partenariat en ayant un certain impact pour la préparation de la décision? Plusieurs réponses institutionnelles et individuelles ont été données à cette question sans que se dégage une méthode légitimée comme le confirment le CNER en 1993 après A.Ruellan, le "père" de la réforme ORSTOM de 1983. On ne s'étonnera donc point de voir cohabiter toutes les formes de coopération et de recherche en Afrique depuis le partenaire simple fournisseur de données ou sous-traitant du jet-expert jusqu'aux équipes mixtes partageant l'ensemble de la recherche depuis la définition de la problématique jusqu'à sa valorisation au-delà de la "littérature grise". Au prix d'incohérences notoires et de multiples interrogations sur la validité de la dernière démarche quant à la qualité de la production ... L'approche en termes d'observatoires permet-elle de surmonter ce débat toujours occulté ?

Même si le réseau d'observatoires constitué sous le label OCISCA, Observatoires du Changement et de l'Innovation Sociales au Cameroun (1) ne se proposait pas de répondre de prime abord à cette question complexe et reconnue comme difficilement solvable (A.Ruellan, 1990 ; CNER, 1993), il a été contraint, bon gré mal gré, à y apporter des débuts de solutions pragmatiques pour assurer la simple survie des équipes. Et à mesurer le chemin à parcourir pour élaborer une politique scientifique satisfaisante répondant aux vœux des uns et aux

missions affichées des autres. Le projet a donc été ce qu'en ont fait les divers protagonistes pour le construire, s'en emparer ou s'en servir.

Les observatoires peuvent-ils constituer une méthode de recherche pour observer les changements rapides induits par la crise économique en Afrique ? Peuvent-ils permettre de réaliser concrètement cette transdisciplinarité jugée seule pertinente pour l'élaboration d'une science qui réponde aux objectifs d'un projet qui se nomme développement et qui n'est ni l'inventaire pour la mise en valeur, ni la "big science" des programmes internationaux plus ou moins technocratiques ? Ne pouvait-on pas obtenir des résultats aussi fiables et utiles sans changer quoi que ce soit à l'auto-programmation individualiste de tradition en sciences sociales au Cameroun comme en France ?

A ces questions sur la légitimation institutionnelle d'une forme de recherche en pays différent du sien s'en ajoutent d'autres sur les méthodes et les échelles temporelles d'observation comme sur le type de saisie de la totalité sociale, économique, historique et géographique des phénomènes étudiés tant à l'échelle locale que nationale.

I. QUESTIONS POUR UNE INTROSPECTION D'OCISCA

Les leçons tirées de la genèse et de l'évolution du projet OCISCA serviront de trame à cette introspection indispensable au terme de trois années de fonctionnement et à "*l'intelligence du social*" (J.M.Berthelot, 1990) apportée par le projet. Résultant de multiples compromis et ajustements en réponse aux soubresauts de la transition démocratique, à l'ajustement structurel camerounais et aux incertitudes de la politique française, il a connu de multiples dérives liées à l'organisation et aux objectifs assignés à la recherche dans un pays en développement.

OCISCA est un projet scientifique camerounais appuyé par l'ORSTOM qui en assure l'animation jusqu'en 1996. Projet de recherche en partenariat, il s'appuie en 1994 sur un réseau de scientifiques, agents d'un Etat qui liquide leurs institutions de rattachement, n'est plus en mesure de leur assurer le paiement de leurs salaires, à plus forte raison des moyens de recherche. Il est fondé sur des enquêtes pluridisciplinaires allégées effectuées dans des lieux ayant été étudiés avant la période de rupture actuelle en vue de mesurer les déterminants conjoncturels ou historiques des changements survenus.

Sortant d'une recherche de substitution, il s'est constitué autour d'une approche qui se veut renouvelée pour sortir d'une recherche autocentrée et éclatée et pour traiter d'un thème politiquement sensible. Il a donc été fortement impliqué dans l'histoire immédiate du Cameroun et a constitué un parfait séismographe des interrogations et des conflits nationaux en cours ainsi que des tensions Nord-Sud liées à une redéfinition non assumée des relations euro-africaines de toute nature, politiques comme monétaires, scientifiques comme idéologiques.

I.1. Accouchement du projet : confrontations et jeux de miroir

La notion d'observatoire introduit l'idée de distance entre observateur et observé, celle de répétitivité dans le temps de l'observation avec les inconvénients et avantages que peut

présenter l'enquête permanente. Ce type de travail se prête- mais ne se réduit pas à cela- à la quantification statistique supposée apporter un élément décisif au détriment de la recherche qualitative pour dégager des régularités, voire des normes de comportement servant de support aux scénarii des comptes nationaux désemparés.

Rien n'est neutre dans ce type d'approche : ni le découpage des espaces mis en observation, ni la périodisation de l'enquête, ni les outils mis en oeuvre... à plus forte raison l'assemblage des indicateurs sélectionnés, enjeu de pouvoir entre disciplines et entre individus et équipes dans un projet de recherche pluridisciplinaire.

Les représentations de la crise et des ajustements nationaux et locaux que chacun des groupes qui furent partie prenante portait en lui constituèrent la matrice de nombres de dérivés scientifiques opposant les différents sens communs, reflets de positions sociales et de cultures d'appartenance variées et parfois opposées. Financeurs étrangers, hiérarques des ministères, de la recherche ou de l'enseignement supérieur, experts en mission, scientifiques de base ou enquêtés n'eurent de cesse que de modifier la perspective en fonction de leurs objectifs scientifiques ou matériels. Le jeu de miroir réciproque a sans doute été plus important que la confrontation des disciplines scientifiques et des savoirs. Et c'est la finalité du projet -informer les décideurs sur les réactions et les anticipations des ménages et des producteurs ruraux - qui pose et a posé le plus de problèmes épistémologiques : comment, en effet, élaborer une chaîne explicative en mesure de prédire l'évènement dans une période d'incertitude maximale ?

1.2. Des observatoires pour analyser les effets de et les réponses à la crise

Le projet OCISCA comprend un réseau d'observatoires pluridisciplinaires complété par des travaux individuels disciplinaires classiques permettant à de jeunes chercheurs de réaliser le galop d'essai solitaire de la thèse. Ils ont été créés pour déterminer les répercussions de ce cyclone, intérieur et extérieur, qu'est la crise globale que vit le Cameroun et les mesures comptables (programmes d'ajustement structurel global ou sectoriels) qui sont prises pour rétablir les "équilibres fondamentaux" au niveau national. Ces diverses actions impliquent l'Etat, son retrait ou son intervention : balance commerciale et des paiements, recherche de l'équilibre budgétaire par diminution des dépenses publiques (masse salariale, interventions financières de toute nature), élargissement de la matière fiscale et efficacité du recouvrement en vue du maintien de la solvabilité de l'Etat camerounais au niveau international. Cette tentative comptable et économique de sauver ce qui reste de l'Etat jacobin et colbertiste à la française, pourrait en accélérer la décomposition, son intervention la plus marquante dans le paysage, à défaut du maintien des services sociaux, restant celui de l'ordre...

D'entrée de jeu, le projet n'a pas jugé profitable de s'enfermer dans les débats stériles d'experts sur l'ajustement financier, le taux de change du Franc CFA ou la Dimension Sociale de l'Ajustement qui reste un discours pour faire avaler la difficile "stabilisation de la demande", le processus de diminution brutale des niveaux de vie, supposé entraîner l'hypothétique relance. Toutes ces questions sont du ressort des à priori politiques ou du domaine des hypothèses. Chacun sait que la dévaluation du franc CFA, qui est d'actualité en

janvier 1994, relève tout autant du signal d'abandon politique du "pré carré" que du délicat calcul du Taux de Change d'Equilibre Réel !

1.3. Difficile caractérisation de la crise

La caractérisation de la crise, objet du travail d'OCISCA, fait problème tant qu'elle n'est pas achevée, tant qu'elle est vécue quotidiennement par tous, scientifiques et enquêtés. Sa datation est variable selon les secteurs, les individus et les lieux. Son ampleur ne peut être mesurée sur l'instant, les instruments habituels fournis par chaque discipline étant utilisés en fonction de représentations laissant une forte place aux conditionnements culturels et historiques. Nombre de chercheurs ou administrateurs ont eu bien du mal à prendre du recul par rapport à leur propre situation dans la conjoncture présente ! Le poids des financeurs dans l'élaboration des termes de référence ne peut en conséquence qu'être lourd, ceux-ci intégrant forcément des réponses aux thérapeutiques qu'ils se proposent d'administrer. On appelle cette manière de programmer la recherche, le "*pilotage par l'aval*" (Bayart, 1987). La recherche peut donc se réduire à un jeu de questions-réponses avec les bailleurs si elle ne construit pas elle-même son objet à partir des savoirs accumulés antérieurement. Là se trouve l'une des difficultés majeures du projet.

Le terme de crise semble désigner une rupture qu'aucun des acteurs agissant n'intègre et que l'analyste a de la peine à construire. Seule, la recherche des identifiants de la crise permet de proposer un angle d'attaque de l'étude de la période actuelle dans des espaces choisis comme des lieux critiques où de vives questions se posent au niveau national. Ces critères ont servi de discriminants pour élaborer la grille d'analyse et sélectionner les enquêtes à réaliser.

Si l'on peut bâtir un projet scientifique sur les programmes d'ajustement structurel en macro-économie, l'étude de la crise pour toutes les disciplines abordant le local et le régional se réduit à se poser des questions qui sont à résoudre au niveau national en utilisant des techniques éprouvées et des hypothèses fragiles sur lesquelles le consensus n'existe pas toujours.

Si la crise diminue les niveaux de vie, le phénomène n'est pas général et certains tirent leur épingle du jeu. Si des positions rentières ou des monopoles disparaissent, d'autres se créent. Si l'éducation formelle semble ne plus constituer l'ascenseur social qu'il fut, son inutilité sociale n'est pas démontrée. Si les cultures vivrières apparaissent comme une alternative aux produits d'exportation mal payés, on mesure rapidement les limites de cette alternative en raison de la réduction de la demande et des problèmes logistiques de commercialisation de denrées périssables. Les solidarités de toutes natures (entre générations, entre citadins et ruraux, entre secteurs économiques) impliquant familles et amis n'ont peut-être pas l'adaptabilité qu'on leur attribue. Les relations de pouvoir aînés/cadets peuvent dans le même temps se renforcer ou se dissoudre, les élites anciennes retrouver la place que les nouvelles élites marchandes ou bureaucratiques leur ont un temps ravi. La limitation des naissances peut ne pas constituer une réponse adéquate aux difficultés du temps. On le voit, il faut questionner les hypothèses les plus faciles que l'on peut avoir sur les effets de la crise...

1.4. Observer la crise plutôt que l'ajustement étatique

Les dirigeants camerounais ont reconnu officiellement que le pays traversait une période de crise en 1987 et ils tentent de desserrer la contrainte des "conditionnalités" (2) de différentes manières pour retrouver une marge de manoeuvre. La crise politique et sociale dans lequel le pays est entré depuis 1991 à la suite du dégel de l'Europe de l'Est et de la conférence de La Baule lui ont interdit de mettre en oeuvre toute la panoplie de mesures préconisées par les créanciers si bien qu'il est, à l'heure actuelle, particulièrement mal vu à Washington et sous surveillance dans le Paris balladurien.

Y-a-t-il un autre politique possible que l'ajustement au Cameroun avec la récession ? Cette question relève de l'utopie politique plus que de la science. Par contre, et quelle que soit l'hypothèse choisie dans le domaine macro-économique, dévaluation, relance, etc., il est important de savoir ce que deviendra l'agriculture marchande du pays et ceux qui en vivent (près des 2/3 de la population). Si l'on prend comme fondement d'une politique de temps de crise la capacité de l'agriculture à créer des emplois, à susciter d'autres activités et à maintenir un Etat régalien et régulateur indispensable, on est amené à reconsidérer du tout au tout les ajustements à réaliser. C'est sur cette démarche que s'est créé le projet OCISCA avec l'aval des scientifiques et des décideurs camerounais.

1.5. Une recherche impliquée à la recherche de marges de manoeuvre

Dans le projet OCISCA, l'approche fondamentaliste et le regard distancié eurent été une impasse sur tous les plans. Aussi avons-nous cherché à rester des scientifiques sans fuir les responsabilités qu'impliquait notre possible participation aux choix et aux débats de l'heure sur le devenir du Cameroun, faute de fournir ce que le décideur attend : les politiques à mettre en oeuvre quand la marge de manoeuvre n'existe plus.

OCISCA a donc essayé de répercuter vers le haut les attentes et les signes du malaise économique et social du bas, mais aussi à évaluer les déterminants des opinions et comportements, quitte à avouer son impuissance à atteindre une fiabilité élevée dans l'exercice de prédiction. La recherche pratiquée reste, ici plus qu'ailleurs, une quête permanente d'une vérité à construire et à remettre sur le métier. Vérités partielles et provisoires re-vérifiées année après année dans les observatoires, possibilités d'action reposant plus sur les initiatives spontanées à encourager directement ou indirectement par un cadre incitatif que les sciences sociales et l'agronomie-diagnostic(3) peuvent aider à découvrir.

L'échec de tant et tant de projets de développement qui furent des tentatives d'imposition de techniques et de systèmes de pensée extérieurs au monde rural comme l'impraticabilité de cette approche coûteuse a conduit le groupe OCISCA à préconiser l'appui à l'innovation technique ou sociale déjà mise en oeuvre dans les villages et à son suivi dans son développement temporel dans les observatoires. Nous avons précisé innovation technique et sociale dans la mesure où l'introduction d'un système technique importé quel que soit son degré de sophistication, comporte ipso facto des modifications socio-culturelles plus essentielles qui en conditionnent le succès. Nous avons donné au terme d'innovation qui se trouve dans le sigle OCISCA une signification extensive incluant tout emprunt de technologie (système articulé de techniques et savoir-faire pour son utilisation et son entretien) dans le passé de la communauté, dans d'autres communautés locales ou ailleurs.

Nous n'avons, comme il sied en sciences sociales, aucun point de vue normatif sur la technologie : aucun système technique n'est bon ou mauvais en soi, tout dépend de la manière dont il est approprié par ceux qui l'adoptent s'il vient d'une autre société, ce qui n'est pas forcément le cas. Ceci explique la préférence accordée à l'idée de changement social plus neutre que celle de développement fortement connoté. Toute société cherche à la fois à se conserver et à changer et ce processus temporel équivoque n'a pas pour seule finalité sa reproduction à l'identique, la recherche d'un équilibre ou celle de la seule croissance des forces productives. En période de récession économique, des forces contradictoires individuelles et collectives sont à l'oeuvre pour éviter la régression sociale, rejeter sur l'Autre les effets négatifs de la crise, profiter des nouvelles opportunités d'accumulation et pour en appeler aux ciments issus de l'identité culturelle.

Ni recherche fondamentale, ni recherche appliquée, nous avons tenté une recherche impliquée. Ceci a signifié donner la priorité à une recherche partagée - peut-être longue, sinueuse, manquant parfois de rigueur - plutôt qu'à une recherche parachutée de l'Hexagone comme cela se pratique encore sans l'ombre d'un malaise.

I.6. La notion d'observatoire sous la double contrainte de la mémoire sélective et de l'explication totalisante de l'histoire

Avant d'être un mode d'approche de la complexité, l'observatoire reste, dans le mode d'intervention que privilégie l'ORSTOM hors de l'Hexagone, déterminé par l'environnement scientifique et le positionnement qu'il prend face à l'objet qu'il prétend étudier. A OCISCA, nous avons cherché à recueillir les témoignages et les opinions et à analyser les comportements des producteurs et des ménages pour gérer la crise. En catégorisant les comportements moyens mais sans laisser tomber dans les marges statistiques non significatives les *"points de vue incompatibles, parce que également fondés en raison sociale"* (P.Bourdieu, 1993). La difficulté majeure de l'exercice résidait en effet dans la remise en question permanente de la réponse de sens commun, tellement évidente qu'elle amène l'enquêteur, le chercheur ou l'enquêté à s'y mouler surtout dans le cadre de Questions à Choix Multiples faciles à traiter par l'informaticien.

Sur le plan de l'explication scientifique, l'observatoire postule le primat du temps comme principe d'intelligibilité puisqu'il privilégie les opinions d'un échantillon identique ou renouvelé annuellement selon les mêmes critères de classement socio-économiques. En d'autres termes, on suppose que les circonstances et les rapports de force sont suffisamment contraignants pour aboutir à la situation socio-économique et aux opinions observées sur le terrain et que les comportements et attitudes sont conditionnées par la "longue durée", notamment les stéréotypes et idéologies forgées au cours des décennies passées voire les siècles précédents au sein du groupe d'appartenance le plus pertinent. S'agit-il du groupe culturel, spatial, social ou d'une combinaison variable des trois? Les savoirs scientifiques offrent peu de réponses sur ce point, ce serait même le contraire.

Cette approche historicisante se doit d'être remise en cause qu'elle soit dialectique, mécaniste ou événementielle.

Les observatoires OCISCA, comme nous le verrons, sont des espaces de mémoire : mémoire recomposée grâce aux travaux scientifiques antérieurs réalisés sans considération de leur exploitation actuelle, mémoire transmise d'expatriés à des nationaux également avec la déformation d'optique inévitable dans les relectures même si l'on ne fait pas référence à l'échelle des valeurs idéologiques qui ont animé les deux groupes à des périodes variées. Il n'est que de voir les cacaoculteurs beti étudiés par les mêmes chercheurs sous l'angle marxiste, puis ethno culturaliste (J.Weber, 1979, A.Le Plaideur, 1989). La science est sans aucun doute universelle et devrait être jugée selon des critères universels, mais il faut convenir que ce postulat souffre quelques exceptions tant dans la science tropicaliste de l'Occident que dans les tentatives lyssenkistes dont l'Afrique (et le Cameroun) universitaire est coutumière.

II.UN ENVIRONNEMENT TRES CONTRAIGNANT

II.1. Des observatoires pour "épouser son temps"

Le projet OCISCA a été contraint d'épouser étroitement son temps au Cameroun. Temps de crise qui est d'abord celui de l'incertitude du lendemain pour les agriculteurs, pour les scientifiques sans salaires et leurs responsables sans "fromage", pour les politiques au pouvoir comme dans l'opposition occupés à créer un espace du politique déconnecté des problèmes de l'heure, quand la survie de chacun dépend de l'ampleur des déséquilibres. Temps de confrontations aussi entre tous ceux qui sont impliqués dans l'analyse, dans le marketing d'un prêt-à-penser idéologique économique ou religieux le plus simple possible pour rassurer, mais aussi défendre des privilèges acquis de toute nature, nationaux ou expatriés. Temps des révisions aussi pour les scientifiques avec toutes les résistances que cela suppose, toutes les batailles ouvertes ou feutrées qui sont menées pour les crédits, voire la légitimation par le haut, la seule qui semble compter pour tous malgré un discours pro-paysan qui ne ridiculise personne.

En conséquence, le décalage entre le discours et la pratique n'a jamais été aussi grand, mais aussi intolérable sur le plan éthique.

II.2. Une bouée de sauvetage pour recherche bureaucratique en perdition

Si l'on reprend les principes directeurs d'OCISCA, on s'aperçoit qu'il eut fallu des circonstances exceptionnelles pour qu'il en fut autrement d'autant que le projet, avec la suppression de l'Institut des Sciences Humaines (ISH) en octobre 1991 et celle de l'Institut National de Développement Rural (INADER) en février 1993, est devenu une bouée de sauvetage pour une recherche bureaucratique et endogamique en perdition. Elaborée dans l'euphorie pétrolière, la recherche nationale camerounaise s'est enfermée depuis 1974 dans une politique du ventre, recrutant et évaluant ses personnels selon des logiques de reproduction simple, sans ouvrir le dispositif sur le supra-national. D'où l'extrême sévérité des rapports d'évaluation internationaux, sévérité qui touche aussi les organismes français partenaires comme l'ORSTOM ou le CIRAD.

La situation n'était pas pourtant la même au départ à Dschang et à Yaoundé. Dschang était marqué par la coopération inter-universitaire américaine (US AID et université agronomique de Floride) et par une recherche permanente de légitimation "extra-murale" de

la formation agronomique dispensée. La confrontation entre les approches "farming systems" de l'Université de Floride et "recherche-développement" inspirée du CIRAD (Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement) de Montpellier n'ont pas entamé la détermination d'un corps enseignant au recrutement endogamique (4) dispensant une formation académique inspirée des formations US reçues. Et la garantie d'emploi donnée par le ministère de l'Agriculture encore en 1993 ne plaidait guère pour une agronomie préparant au métier d'agriculteur ou de gérant de domaine agro-industriel ("estate").

A la décharge de ce corps, il faut reconnaître que les divers types de coopération ne furent pas à la hauteur des objectifs qu'elles prétendaient poursuivre : mettre les agronomes au service de la petite exploitation familiale. Si bien que la suppression de l'INADER était en fait inscrite dans les faits faute de groupe de pression pour défendre cette institution de référence en Afrique centrale selon l'ACCT (Agence de Coopération Culturelle et Technique).

La suppression de l'ISH était, elle aussi, inévitable aux dires des experts diligentés par la Banque Mondiale au titre des "entreprises" à restructurer, réhabiliter ou liquider. Coûteux, inefficace, pléthorique, académique, l'ISH ne pouvait que heurter des experts issus de l'enseignement supérieur, traditionnellement en conflit avec toute forme de recherche indépendante d'eux. Il proposait une recherche cloisonnée en disciplines et sous-disciplines chapeautées par toute une hiérarchie diversifiée à l'infini, plus gestionnaire qu'animatrice. La programmation et l'évaluation se moulait sur celle de l'université de Yaoundé sans qu'il y ait participation à l'enseignement, à de rares exceptions près. L'expertise (ouverture sur le développement des sciences sociales) n'a été pratiquée que par quelques fortes personnalités, la plupart des jeunes chercheurs poursuivant sur de longues années, avec de gros financements dans la période faste, des projets de thèse. L'atmosphère confinée dans laquelle vivaient les chercheurs - animation réduite ou inexistante, variété des occupations extra-scientifiques, procès d'intention démultipliés - appelaient une rénovation profonde. Ce fut la "charge politico-syndicale" de membres appartenant au projet OCISCA qui fit prendre la décision de suppression de ce que la Banque Mondiale considérait comme une danseuse avec quelques fondements.

II.3. Des regards croisés sur des politiques scientifiques qui se cherchent depuis les indépendances

"Pour passer de l'assistantat scientifique et technique à la coopération, il faut que les systèmes nationaux deviennent de véritables partenaires. En Afrique, l'ORSTOM et le CIRAD se retrouvent le plus souvent en présence d'institutions locales trop faibles pour pouvoir coopérer sur un pied d'égalité. Malgré une intégration progressive des chercheurs français dans les systèmes nationaux de recherche, trop de chercheurs africains se retrouvent faute d'avoir pu développer une véritable capacité de proposition et de négociation, collaborateurs de projets "français" (J. Gaillard, 1990).

Le projet OCISCA s'est développé dans un contexte de conflit politico-syndical au sein des institutions de recherche partenaires. Impliqué jusqu'au cou dans la restructuration de la recherche, de l'enseignement supérieur et du système statistique camerounais, il a constitué un enjeu pour les équipes participantes, leurs différents responsables et les experts

internationaux correspondants qui ont voulu en avoir le contrôle à défaut d'en maîtriser l'orientation.

Au niveau français même, on a cherché à en détourner la finalité partenariale pour en faire à la fois un bureau d'études en sous-traitance pour des études d'appui à l'ajustement structurel et s'en servir d'alibi local en termes de coopération dans un des rares pays africains ayant encore un nationalisme verbal assez sonore.

Le projet a été et reste donc un enjeu pour les institutions en déliquescence ou en congé avec leur politique affichée, mais aussi pour la communauté scientifique franco-camerounaise qui ne s'est pas choisie et qui doit assumer un certain nombre de cohabitations de générations, de culture scientifique ou de référents ethniques. Dans ce domaine, la marge fut étroite pour se dégager de l'auto-censure ou des langues de bois et pour éviter l'ascendant de certaines disciplines (sociologie, macro-économie) et des écoles néo-libérale ou marxiste. Ceci a beaucoup pesé dans l'élaboration du questionnaire et dans le mode d'intervention sur le terrain, éléments essentiels du dispositif.

III. LA DIFFICILE CONQUETE DE L'AUTONOMIE

Le projet a associé dès le départ de nombreuses disciplines de la psycho-sociologie à la macro-économie et de la statistique à l'agronomie générale, les chercheurs appartenant à plusieurs institutions camerounaises. La participation du département Société-Urbanisation-Développement de l'ORSTOM (Unité de Recherche Maîtrise de la Sécurité Alimentaire) a porté sur la mise en cohérence et la régulation des apports de chacun, l'animation, le recyclage scientifiques et la liaison avec les bailleurs de fonds et la communauté scientifique internationale. Deux équipes ont progressivement émergé dont la composition a varié dans le temps : une grosse équipe de chercheurs professionnels à Yaoundé, une plus petite équipe d'enseignants-chercheurs à temps partiel à Dschang, chacune avec son état d'esprit, son "noyau dur" et ses références.

Le découpage du réel tel qu'il est proposé par les "disciplines" se prête mal à l'étude de phénomènes complexes : OCISCA a dû puiser dans chacune son miel pour élaborer sa méthode ce qui n'a pas été sans poser de problèmes scientifiques et hiérarchiques bien réels.

III.1. Des principes

OCISCA est un projet de recherche à plusieurs dimensions, ce qui en a fait la lourdeur mais aussi l'intérêt : une recherche impliquée ; un partenariat actif supposant formation et recyclage permanent en vue d'asseoir la reprise en main totale par les nationaux des observatoires ; une recherche pluridisciplinaire pour répondre au problème posé.

Le choix des terrains d'OCISCA était conditionné par la connaissance acquise sur leur fonctionnement avant la crise. Et il fallait que ce soit des lieux critiques, permettant d'enregistrer l'ampleur des changements causés par la crise et d'indiquer les contre-mesures prises par la population en restant faciles d'accès, compte-tenu des moyens disponibles en véhicules.

Sur le plan méthodologique, le choix d'enquêtes de terrain allégées à objectifs multiples s'imposait compte-tenu de l'optique choisie de ne réaliser ni grande enquête statistique ou système d'enquêtes articulées (budget-consommation, démographie, etc.) auprès de différentes cibles, ni monographie lourde donnant simplement l'image la plus complète possible d'un lieu à un temps t selon une problématique suscitée par les stratégies de la société qui y réside.

Projet en partenariat, OCISCA ne pouvait qu'élaborer grille d'analyse et questionnaire collectivement, dans le cadre d'un dialogue avec tous les chercheurs, sans tomber dans les ambiguïtés d'une relation obligée de complaisance, voire d'alibi, ou dans une relation hiérarchisée. La recherche partagée fut d'abord un ajustement permanent pour concevoir le travail. Ajustement portant sur les rythmes de travail et la place qui revient à chacun en fonction de sa compétence, de son expérience et de sa disponibilité. Ceux qui ont perçu OCISCA comme un lieu "où la chèvre broute où elle est attachée" s'en sont vite allés. Ceux qui voulaient utiliser le projet à leur seul profit sans apport au collectif sont restés sur le bas-côté. Décantation indispensable pour passer à la phase 2 avec des embryons d'équipes. Une équipe de recherche ne peut exister que si elle se choisit réciproquement. Former par la recherche fut aussi au coeur du projet OCISCA avec plusieurs volets adaptés à chacun: désenclaver une recherche nationale qui se marginalise, initier aux méthodes de la recherche de futurs responsables de l'agriculture, apprendre chacun à se confronter aux autres sans préjugés, sans susceptibilité mal placée ou nationalisme ridicule, tout en s'enrichissant.

III.2. L'élaboration collective de la grille d'analyse

La mise au point d'une grille d'analyse commune et cohérente ne sacrifiant pas le tout à la partie, l'esprit de finesse à celui de géométrie, le qualitatif au quantitatif fut délicate à négocier. Cette grille devant servir de pense-bête au projet ne fut pas élaborée dans une officine parisienne, ni imposée par une discipline ou un responsable d'équipe ou d'institut.

Cette démarche s'est d'abord heurtée à la difficulté, pour des chercheurs intra-muros, à penser la crise telle qu'elle était vécue par les planteurs et à prendre du recul par rapport à leur vision de fonctionnaires dans la crise. L'arbitrage entre forces centripètes constitua par conséquent la tâche la plus délicate de l'animateur condamné à naviguer entre les ajouts des uns et des autres, les définitions contradictoires ou les modalités mal comprises quand ce ne fut pas la non maîtrise de certains outils d'enquêtes comme les récits de vie par les sociologues. Le choix final se faisait sur l'adéquation de l'enquête au problème posé, hypothèses, formulation et méthode employée devant susciter des réponses fiables.

En appliquant cette règle, nous étions condamnés à faire de la mauvaise sociologie, géographie, économie ou agronomie, mais nous pouvions élaborer des enquêtes sur les effets de la crise et les moyens mis en oeuvre pour la combattre. Le retour sur la discipline était programmé pour la phase individuelle, une fois les bases connues et avec des compléments d'enquête. Parcours individuel éclairé par le travail collectif.

Faisant cela, nous fûmes assimilés aussi à des statisticiens préparant une base de données pour d'autres analystes avec deux procès d'intention : de se soumettre aux institutions

de Bretton Woods ou de ne faire qu'une recherche académique. Querelles vaines, mais vivifiantes.

Le questionnaire comme sa méthode d'application furent l'objet de nombreuses interprétations qui marquèrent profondément ceux qui participèrent aux enquêtes de la phase expérimentale à Bafou et Yemessoa.

III.3. Pourquoi ce vif intérêt pour les cultures de rente ?

La crise financière focalise l'intérêt de tous les créanciers sur les cultures d'exportation que d'aucuns estiment "finies" car trop âgées et mal entretenues par des producteurs découragés par de nombreuses années d'impayés et des prix ridiculement bas. Le temps des incertitudes est arrivé pour l'ensemble des financiers incapables de savoir si l'on assiste à la mort de "l'économie de rente" par épuisement du modèle protectionniste du marché des produits tropicaux mis en place dans les années cinquante.

La disparition de la caisse de stabilisation en 1992, le non-paiement de la récolte des planteurs pendant deux campagnes par suite de l'effondrement du système bancaire obligé de pré-financer les dernières récoltes, la politique de "vérité des prix" pour les intrants demandant aux planteurs de payer au prix fort engrais et produits phyto-sanitaires subventionnés ou distribués gratuitement, tout cela n'est guère incitatif ou stimulant pour reprendre les termes des comptables néo-libéraux. Les détenteurs de créances du Cameroun sont d'autant plus fondés à s'inquiéter que ces cultures apparaissent encore comme les seules qui sont en mesure de dégager des profits pour faire face aux engagements financiers internationaux du pays. Les alternatives crédibles n'existent que sur le papier. L'exportation des haricots verts vers l'Europe a fait long feu et la récente bataille de la banane camerounaise contre l'antillaise en période pré-électorale française montre les contraintes et les limites des marchés administrés européens et français. Et si le maraîchage peut constituer une porte de sortie pour les producteurs grâce aux marchés urbains, le prélèvement étatique sur ces filières informelles reste du domaine du voeu pieux.

III.4. Astronomes au coeur de la galaxie de la crise

Le sigle qui définit le projet d'étude met en avant une approche en termes d'observatoire. Est-ce à dire que nous regardons de très très loin les étoiles filantes en privilégiant le regard au détriment des autres sens dans ce que nous observons ? Pas du tout : pas ou peu de distance entre enquêteur et enquêté si ce n'est l'inévitable fossé existant entre l'intellectuel et le manuel, entre le citadin et le rural.

Pour le réduire sans mettre en oeuvre la recherche participante cherchant à abolir statuts et conditions, OCISCA a choisi, à Yemessoa, de faire vivre les chercheurs sur le terrain durant le temps des enquêtes et de soumettre à l'appréciation des responsables du village les résultats obtenus. Les commentaires recueillis ne manquaient pas de sel... Et au deuxième passage, certains enquêtés purent même "corriger" tel ou tel superviseur maladroit ou peu cohérent dans ses définitions.

Par ce terme d'observatoire, le projet a tenté de s'approprier abusivement une méthodologie illustrée par les astronomes qui observent de très loin dans la durée, d'un lieu fixe choisi en fonction de paramètres particuliers (qualité de l'observation possible) avec de gros moyens logistiques (téléscope), un système particulier du type galaxie sans se sentir le moins du monde impliqué dans le mouvement des astres observés.

Le projet a retenu de cette approche scientifique l'idée d'observer une réalité complexe où s'entremêlent décisions et actions de dominants et de dominés qui agissent en fonction les uns des autres mais aussi de leurs contraintes externes et internes dans lesquelles les constructions culturelles sous-jacentes jouent un grand rôle. Il n'est systémique que pour embrasser une réalité qui touche à l'ensemble du style et du niveau de vie des habitants, non pour les présupposés qu'implique cette démarche adoptée par l'écologie.

Le projet s'est donc focalisé sur des lieux présentant pour son étude un rapport accumulation de connaissances/accessibilité/représentativité thématique qui paraissait favorable. A Yemessoa, le choix s'est porté sur un village étudié depuis plus de 20 ans par des collègues de l'ORSTOM (J.Weber, J.Tissandier, C.Santoir) et qui fut antérieurement l'un des terrains d'application de ce qui deviendra l'INADER de Dschang.

Bafou, chefferie de près de 50.000 habitants est un autre cas de figure. Terrain d'appui à la formation des agronomes de l'ancien Centre Universitaire de Dschang, il a été pâturé par de jeunes coopérants français ayant développé une approche "recherche-développement" notamment Isabelle Grangeret-Owona, membre du projet. Ici, un sondage par quota de 350 familles, nombre équivalent à Yemessoa, a été réalisé à partir des 8.000 bordereaux de livraison du café à la coopérative locale disposant en 1990 du monopole de la commercialisation. Ceci a été complété par des listes venant des services des impôts et d'enquêtes réalisées au niveau des 9 postes agricoles. Ici, on a choisi d'avoir une représentation des 7 conditions socio-économiques habituelles dans la zone café Arabica en essayant d'avoir pour chaque catégorie un nombre minimal de ménages.

L'échantillon nous permet de saisir le fonctionnement des unités économiques et familiales élargies. Nous intégrons résidents et présents-absents à la différence des enquêtes démographiques classiques. On peut ainsi différencier les stratégies du groupe résident dans son cadre relationnel élargi réel et ceux de certains individus interrogés sur certains aspects de leur vie. Des modules spécifiques, en effet, peuvent être remplis pour le ménage dans son ensemble et pour des individus particuliers (chômeurs, migrants de retour, par exemple). On a essayé par le biais des récits de vie de situer la période actuelle de retour, par exemple, par rapport à un projet de migration et une stratégie concrète vécue. L'attention a été portée sur la gestion sociale des charges familiales, les formes de solidarité, les activités nouvelles, la gestion du crédit en temps de crise, les ajustements socio-économiques au nouveau contexte de libéralisation des prix, etc. On a mesuré certains indicateurs significatifs et recueilli les opinions et comportements face au présent et à l'avenir dans le secteur de la production.

III.5. Croiser les regards des enquêteurs et des enquêtés

Sur-pâturer un terrain de recherche oblige à prendre un certain nombre de précautions. Mettre face à face des personnes de deux mondes différents, le fonctionnaire scientifique et le

rural peut aboutir à un rejet ou à des refus de dialogue. La situation la plus critique fut vécue à Yemessa en 1991 quand l'ex-ISH imposa au projet "la descente sur le terrain", terme symbolique, de 12 de ces fonctionnaires pour participer aux enquêtes.

L'arrogance côtoya le dialogue, et si certains s'ébrouèrent dans le village en parfaits citadins, d'autres surent conquérir la sympathie des villageois. Quand vint l'heure du choix du national pour piloter l'observatoire, les responsables du village consultés, pourtant du groupe beti, récusèrent les scientifiques de ce groupe.

Ces observatoires ruraux sont des lieux représentant une base de travail permanente : la familiarité des équipes avec les habitants présente avantages et inconvénients bien connus. La convivialité facilite le dialogue, les recoupements et le contrôle réciproque du travail. Elle entraîne déformations et biais et, comme nous l'avons vu avec les enquêtes hors des observatoires, une difficulté de généralisation des conclusions supposant une extension à un ensemble géographique plus vaste des enquêtes. Cette extension est en cours pour la zone café Arabica et cacao avec un certain nombre de travaux.

C'est enfin Pierre Bourdieu (1993) qui souligne les ambiguïtés de la situation tout en récusant une forme de scientificité qui ne sied pas aux sciences sociales. *"... l'analyste ne peut espérer rendre acceptables ses interventions les plus inévitables qu'au prix d'un travail d'écriture qui est indispensable pour concilier des objectifs doublement contradictoires : livrer tous les éléments nécessaires à l'analyse objective de la position de la personne interrogée et à la compréhension de ses prises de position, sans instaurer avec elle la distance objectivante qui la réduirait à l'état de curiosité entomologique ; adopter un point de vue aussi proche que possible du sien sans pour autant se projeter indûment dans cet alter ego qui reste toujours, qu'on le veuille ou non, un objet, pour se faire abusivement le sujet de sa vision du monde."* Pour construire cette attitude, bien des stéréotypes pseudo-agrariens sont à abandonner et un long chemin reste à parcourir au sein du groupe des chercheurs d'OCISCA.

IV. DES PRATIQUES EN AJUSTEMENT PERMANENT

Si l'équipe initiatrice du projet OCISCA avait voulu s'installer dans la routine, elle n'aurait pas pu le faire. En raison d'un partenariat passant en permanence du formel à l'informel permettant une traduction adéquate du mode de fonctionnement des équipes : réussite de la cooptation pour la phase 2 du projet ou intégration souple de personnes de tout statut. En raison des attentes multiples des diverses composantes des équipes : soit difficile à étancher d'animation, de recyclage et de formation dans une atmosphère critique difficile à mettre en oeuvre dans l'hexagone.

IV.1. Transgresser la distinction formel/informel

C'est bien parce que le passage formel/informel a toujours pu se faire que le projet s'est enraciné au Cameroun et a progressivement servi de référence à des projets ambitieux, comme en agronomie. Si la suppression de certaines institutions de recherche a pu constituer une chance pour se libérer de tutelles hiérarchiques portées sur la "politique du ventre" (accaparement de véhicules destinés au projet à des fins privées par certains responsables), la couverture formelle s'est réalisée à un niveau hiérarchique plus élevé permettant aux équipes

de gagner en autonomie et efficacité. Ce fut sans doute la chance du projet côté camerounais. Côté français, après une période d'expectative, il fut difficile de faire admettre le passage d'une assistance technique à une recherche conduite de bout en bout par des nationaux. Est-ce un fait acquis aujourd'hui au sein de l'ORSTOM ? Rien n'est moins sûr comme le laissent entendre certains qui en concluent qu'il faut quitter un continent qui n'a pas su mettre en face de l'"orstomien" des partenaires de qualité. Encore aurait-il fallu avoir la volonté de les former et de les aider à entrer dans la compétition scientifique internationale dès la période de l'indépendance.

IV.2. Généralistes contre spécialistes: la négociation pluridisciplinaire

C'est que de nombreuses questions sont restées sans réponses ou ont obtenus des réponses peu satisfaisantes. OCISCA subit ici les effets d'une relation d'enquête spécifique, les conséquences scientifiques du compromis partenarial inter-disciplinaire et hiérarchique ou des modalités de contacts individuels ou collectifs rapprochés ou éloignés entre chercheurs et enquêtés. La réduction des "misères" de la crise à un nombre de modalités pré-déterminées pour en faciliter le traitement statistique a toujours constitué un creve-coeur pour de nombreux membres d'OCISCA. Bien que l'animateur se soit battu pour, il n'a pu éviter la division du travail scientifique entre concepteurs de l'enquête et agents d'exécution sur le terrain et derrière l'écran informatique.

On campe d'autant plus volontiers sur son aventin disciplinaire qu'on n'en possède pas tous les aspects. On est d'autant plus sourcilieux sur tel ou tel aspect qu'on se référera à la modélisation économique ou à l'anthropologie économique, que l'on sera quantitativiste ou plutôt culturaliste. On exigera sous peine de se faire hara-kiri, d'étudier les techniques culturales parcelle par parcelle si l'on est agronome ou tous les postes budgétaires semaine après semaine au risque d'harasser tout de suite l'enquêté. On n'acceptera des mesures de surface que réalisées par soi alors qu'on prétend faire des enquêtes allégées. Banalité de la cohabitation pluri-disciplinaire que l'on supporte plus ou moins facilement selon sa personnalité, ses options dans sa discipline ou son penchant pour un approche scientifique plus technologique, plus théorique, plus "terrain" ou plus "littéraire". Le choix très terrain d'OCISCA a pu déplaire à ceux qui sont plus à l'aise dans la manipulation des idées ou des chiffres. Cela va de soi. Les disciplines qui élaborent des savoirs et des savoir-faire, plus généralistes ayant des objets relativement larges et une élaboration théorique moins poussée que d'autres s'y sont senties plus à l'aise.

IV.3. Equilibrer qualitatif et quantitatif

Les préoccupations d'OCISCA sont donc tout autant qualitatives que quantitatives et c'est une pratique largement empirique qui a conduit à construire une pluridisciplinarité acceptable par des ressortissants de disciplines plus ou moins portées à la théorisation (agronomie ou géographie, sociologie ou économie). Mais tout cela ne s'est pas réalisé sans ajustements internes et conquête permanente d'une autonomie de la recherche perpétuellement disputée.

On comprend dès lors pourquoi ce projet s'intéresse aux attitudes et aux représentations des producteurs dans leur dimension économique, sociale, culturelle mais

aussi agro-écologique. En période de récession, les préoccupations financières, si elles prennent le devant, ne conditionnent pas, seules, les décisions et comportements si bien qu'une approche économiciste nous paraît largement inadaptée. Ceci est d'autant plus important que des travaux statistiques vont être conduits auprès d'un large échantillon de ménages et de communautés sensibles à la "stabilisation de la demande" sous l'égide de la Banque Mondiale mêlant la quasi-totalité des types d'enquêtes statistiques.

V. UN LABORATOIRE DE SCIENCES SOCIALES ?

La crise vient offrir aux sciences sociales, d'une certaine manière, le laboratoire expérimental qui leur fait généralement défaut. C'est qu'elle produit des situations inédites où l'on peut confronter avec la réalité observable les hypothèses qui concluent de nombreuses études. On peut aussi voir ce que valent de nombreuses caractérisations et classements. La notion de "dynamisme bamiléké" qui fit flores dans les années fastes peut être observée dans un contexte défavorable. On peut apprécier si le cacaoyer constitue comme il fut dit en 1978 au colloque de Ouagadougou une "*épargne sur pied*" (J.Weber, 1979) ou si ce "construit" doit être abandonné à une littérature scientifique datée. On pourrait relever ainsi de nombreux exemples d'interprétations trop rapides ou de généralisations hâtives. L'observatoire devrait permettre de remettre sur le grill de nombreux schémas mentaux bien ancrés sur le terroir bamiléké par exemple, et de réévaluer positivement des travaux de l'époque coloniale trop vite tombés en désuétude.

Mais si ce laboratoire de la société que constitue un observatoire oblige à re-examiner attentivement les outils que l'on utilise mécaniquement, les hypothèses qui ont cours sur longue période sans être à nouveau testées, permet-il de prédire les évolutions à venir à court et à moyen terme? Ceci conditionne la qualité de l'apport des sciences sociales à la décision. C'est que "*toute politique qui ne tire pas pleinement parti des possibilités, si réduites soient-elles, qui sont offertes à l'action, et que la science peut aider à découvrir, peut être considérée comme coupable de non-assistance à personne en danger*" (P.Bourdieu, 1993).

Voilà ce que nous disions en juin 1993 à propos des cacaoculteurs beti : "*Le comportement du cacaoculteur beti a fait l'objet d'une pléiade de diagnostics, études, analyses depuis la première étude générale de J. Binet en 1954 jusqu'aux enquêtes du projet OCISCA (Observatoires du Changement Social et de l'Innovation au Cameroun) dans le village de Yemessoa en 1991 et 1993. Avec des conclusions souvent péremptoires sur les logiques paysannes, l'accumulation primitive ou les objectifs et ambitions des producteurs. En passant de K.Marx à A.V.Chayanov, pour revenir à Adam Smith et en oscillant entre un économisme réducteur par nature et un culturalisme enfermant le producteur africain dans une différence existentielle qui lui serait propre. On a trop souvent accepté des représentations du réel et des stéréotypes comportementaux qu'il faut re-questionner ou approfondir comme le concept de culture de rente, de planteur et de plantation ou encore celui d'"épargne sur pied". On a souvent été sommé d'accepter sans inventaire au nom d'une éthique engagée que l'économie de "traite" a constitué un traumatisme pour les producteurs. Une fois retrouvé des itinéraires rigoureux, est-on pourtant en mesure de livrer aujourd'hui un schéma interprétatif satisfaisant, c'est-à-dire susceptible d'être "enfermé" dans un modèle prédictif reposant sur des déterminants simples et quantifiables? N'est-on pas ici en présence*

d'un modèle non déterministe, "chaotique" comme on dit dans les sciences dures ?" (V.Alary, A.Bopda, G.Courade, P.Janin, 1993).

Et nous disions en conclusion: *"La cacao-culture a été parfaitement appropriée par le peuple de cette partie centrale du Cameroun qui a adopté cette culture sans trop de problème et a su l'utiliser en "père de famille" pour marquer ses terres, faire face à ses obligations sociales présentes et à venir et léguer à ses héritiers un petit capital. Et a transformé une condition qui lui est faite en un statut valorisant tout en évitant de construire un capitalisme agraire.*

Ce comportement prévoyant plus que prudent n'a pas interdit une gestion adaptée aux contraintes de main-d'oeuvre et de pression foncière du système de production. A des coûts bas qui s'avèrent pourtant trop élevés en 1992/93 avec une libéralisation en trompe-l'oeil qui marque le retour de l'économie de traite. Les outils d'analyse marxien et néo-libéraux permettent d'approcher les déterminants principaux des comportements sans pour autant offrir la synthèse forte susceptible de permettre la construction d'un modèle prédictif quantifiable. Toute la "boîte noire" de cette société aux logiques universelles et aux stratégies "en situation" ne peut être entièrement lue. C'est rassurant en un sens, mais cela laisse le scientifique en mauvaise posture, face à un ajusteur démiurge, voulant modifier les comportements." (V.Alary, A.Bopda, G.Courade, P.Janin, 1993).

Il n'y a pas grand chose à ajouter à cela.

Conclusion

Pour le projet OCISCA, l'observatoire reste une "auberge espagnole" où l'on construit en partenariat un produit de recherche hybride sans forte réflexion théorique, à plus forte raison paradigmatique. OCISCA se veut un projet de recherche impliqué, non distancié. L'objet de recherche devenant quelque peu acteur de cette recherche tout autant que le décideur camerounais avec de nombreux problèmes loin d'être surmontés. L'approche utilisée n'est pas que statistique et fait place à la durée et au socio-culturel dans l'interprétation des tendances et des stratégies en cours d'élaboration dans la tête des planteurs (au masculin comme au féminin quelle que soit la génération considérée). Avec deux défis majeurs encore à relever sur le plan scientifique et à inscrire dans la durée : une plus grande rigueur et une plus grande articulation entre travail collectif et travaux individuels. Parmi les acquis, on peut noter la transmission d'un savoir-faire et d'un faire-savoir par le biais d'un bulletin de réseau. Et c'est à la faveur d'OCISCA que de jeunes chercheurs ont pu mesurer le travail à accomplir dans la création et l'animation d'une équipe de recherche, tâche jusqu'ici perçue en termes de ressources pour soi.

Travaillant sur des terrains précédemment labourés, OCISCA refait une lecture des autres, expatriés le plus souvent, d'où la transmission d'une mémoire scientifique aux jeunes générations camerounaises et françaises. Cette lecture est aussi l'occasion d'une ré-évaluation des théories en honneur à certaines périodes pour l'explicitation des déterminants des stratégies. Remise sur le métier fort utile pour re-questionner les discours de tous types : agrarien, marxiste, ethno-culturaliste, anti-colonialiste primaire, néo-libéral naïf, anti-étatiste

ou pro-société civile pour coller à l'air du temps, etc. L'observatoire est à ce titre, un outil pédagogique et un laboratoire incomplet de première importance. Et il se contente de puiser dans la panoplie de chaque discipline les outils et, parfois, les hypothèses réutilisables à partir de questions posées à l'échelle du pays dans tous les domaines modifiés par la crise. Mais les explications ultimes restent hors de portée même si on va un peu plus loin dans le système explicatif.

Notes infra-paginales

(1) Sur le plan formel, le projet OCISCA est né fin 1989 sous la forme d'un projet expérimental à la suite de la signature d'un accord entre le Centre Universitaire de Dschang alors dirigé par René Owona et l'ORSTOM. Tout de suite ouvert à d'autres équipes camerounaises à la demande de la sous-direction de la recherche scientifique du Ministère de la Coopération, le premier bailleur de fonds avec l'Unité de Recherche Maîtrise de la Sécurité Alimentaire, il a intégré dès le départ des chercheurs de l'Institut des Sciences Humaines, alors dirigé par Paul Moby Etia. Les trois institutions fondatrices ont créé les deux premiers observatoires chez les planteurs de cacao de Yemessoa et de café arabica de la chefferie bafou où les premières enquêtes ont eu lieu en janvier-février 1991 pour Bafou et mars-avril de la même année pour Yemessoa. La phase 2 du projet dont il ne sera pas question ici a véritablement commencé en juillet 1992. De nouveaux observatoires ont été créés à Douala en s'inspirant de l'esprit des observatoires ruraux (enquêtes en cours en août 1993) et à la frontière Nigeria - Cameroun selon une problématique et des méthodes spécifiques.

(2) Ce terme du jargon macro-économique des comptables de l'ajustement est le pendant du "droit d'ingérence humanitaire" et est assorti de formes de "chantage" puisque de nombreux prêts -encore plus nécessaires aujourd'hui que par le passé- ne sont débloqués que si l'on applique les conditions posées par le FMI sur le plan comptable et par l'aide bilatérale sur le plan politique. Les années quatre-vingt-dix renouent ainsi avec une politique de mise sous tutelle des Etats et de leurs dirigeants, avec parfois, l'approbation des "forces vives", chacun jugeant que la "mauvaise gouvernance" (P.Landells Mills) ne peut plus durer. On voit ainsi un grand retour des "blancs" à des postes-clés : direction des marchés publics, trésor, compagnie aérienne ou douanes au Cameroun.

(3) L'agronomie générale dont il est question ici se présente comme l'art d'intervenir sur les parcelles de l'exploitation agricole, de proposer des thérapeutiques issues de la panoplie des sciences agronomiques après un diagnostic qui intègre les décisions et les stratégies de l'exploitant. Nous préférons ce terme, pendant du médecin-généraliste en contact avec le patient et soucieux de relier tous les aspects de la santé, à celui de recherche-développement qui n'est pas très explicite.

(4) Les enseignants étaient recrutés parmi les étudiants rapidement mis à niveau à l'étranger et non sur titres ou sur concours, d'où les liens clientélistes entretenus avec leurs "maîtres" les plus anciens.

Références bibliographiques

Cette bibliographie constitue un pèlerinage subjectif dans des lieux d'inspiration et d'ancrage de certaines convictions positives ou négatives. L'"air du temps" et le conformisme intellectuel doivent être plus que jamais soumis à question quitte à ouvrir des brèches dans des consensus qui dissimulent la pauvreté de la réflexion ou, pire, le repli sur des idéologies passéistes. Afficher cette subjectivité peut paraître incongru dans une démarche scientifique qui ne se veut pourtant pas positiviste. Le souci de retrouver la trace de nos pas dans une aventure collective appréciée par la Comité National d'Evaluation de la Recherche ou certains responsables de la Banque Mondiale, mais suspecte au yeux de quelques tutelles hexagonales, justifie ce choix qui permet au lecteur de poursuivre sa propre "ruminantion" sur le thème de l'analyse et de l'observation de la crise à travers des observatoires constitués sur la base d'une recherche partagée avec des scientifiques n'ayant pas tous été "adoubés" ou consacrés. Les querelles sur les méthodes ou le rapport du projet à l'aide à la décision n'ont de sens que rapportées aux choix et aux contraintes affichés comme des données non négociables.

a) *Le partenariat vu d'Afrique et de l'Hexagone*

BAYART (J.F.), 1987 - A quoi servent les sciences sociales ? *Revue Esprit*, pp.77-87.

BOUGERRA (M.), GNININVI (L.), OWONA (R.), 1993- Quelle recherche pour l'Afrique ? *Savoirs 2, Le Monde Diplomatique* (Une terre en renaissance : les semences du développement durable), pp. 84-87.

Comité National d'Evaluation de la Recherche (CNER), 1993 - *Rapport d'instruction: évaluation de l'Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération*, Paris, CNER, novembre 1993, 200 p. multigr.

COURADE (G), 1993 - Colonies de vacances et jeux de miroirs, *Savoirs 2, Le Monde Diplomatique* (Une terre en renaissance : les semences du développement durable), pp.16-17.

GAILLARD (J.), 1990 - Les politiques d'aide à la recherche pour le développement du tiers-monde: de l'assistance scientifique et technique à la coopération ? le cas de la France, *Cahiers Sciences Humaines*, ORSTOM, Paris, 26 (3), pp. 407-427.

GU-KONU (E.), 1993 - Vous avez dit "partenariat" ? L'expérience béninoise, *Chronique du Sud*, N0.11, pp.13-17.

MICHAÏLOF (S.) et al., 1992 - *La France et l'Afrique : vade-mecum pour un nouveau voyage*, Paris, Karthala, 512 p.

NJOH MOUELLE (E.), 1975 - L'africanisme aujourd'hui, l'africanisme des non africains; l'africanisme des Africains, pp.5-25, in: Njoh Mouelle (E.) - *Jalons II : l'Africanisme d'aujourd'hui*, Yaoundé, Clé (Point de vue, 16), 79 p.

RUELLAN (A.) 1990 - Entretien, pp 38-39 in : *la Quinzaine Littéraire*, N0.560, 1-31 août 1990, numéro spécial "Que sont "nos" colonies devenues ?"

b) Méthodes et objet de recherche

BERHELOT (J.M.), 1990 - *L'intelligence du social*, Paris, PUF.

BLANCHET (A.), GOTMAN (A.), 1992 - *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Nathan, 128 p.

BOURDIEU (P.), 1993 - *La misère du monde*, Paris, Seuil, 949 p. (voir notamment pp. 9-11, "l'espace des points de vue" et pp. 903-939 : "Comprendre").

COUTY (Ph.), 1990 - *La pratique multidisciplinaire à l'ORSTOM* (version provisoire), Paris, ORSTOM, mars 1990, 41 p. multigr.

COUTY (Ph.), 1983 - Qualitatif et quantitatif, *Stateco*, numéro spécial sur Les enquêtes budget-consommation, Paris, INSEE-coopération, novembre 1986, pp.19-26.

DUBOIS (J.L), 1989 - *Le projet Dimensions Sociales de l'Ajustement*, communication au congrès mondial des statisticiens, Paris, août 1989, 12 p.

DUBOIS (J.L.), BLAIZEAU (D.), 1989- *Connaître les conditions de vie des ménages dans les pays en développement*. Tome 1 : *Concevoir l'enquête* ; tome 2 : *Collecter les informations*; tome 3 : *Analyser les résultats*. Paris, Ministère de la Coopération, coll. "Méthodologie", 165+312+175 p.

MUCCHIELI (A.), 1991 - *Les méthodes qualitatives*, Paris, PUF, 128 p.

POURTOIS (J.P.), DESMET (H.), 1988 - *Epistémologie et instrumentation en sciences sociales*, Liège, Mardaga.

VERNEUIL (P.), WINTER (G.), 1979- Comment élaborer un système d'enquêtes intégrées: définition d'une méthode et d'un programme d'enquêtes interdépendantes, légères et permanentes à partir d'objectifs précis d'une politique économique, *Note de travail Amira* (groupe de recherche pour l'Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieu Rural Africain) N0. 24 , 96 p. multigr.

c) Productions OCISCA sur les observatoires ruraux et la politique du projet

ALARY (V.), 1992 - *Crise de la recherche et recherches sur la crise: les ajustements du projet de recherche OCISCA*, Rennes, ENSAR, 76 p.+ annexes (mémoire de fin d'études DAA).

Collectif OCISCA, Phase expérimentale 1, 1990 - *Questionnaire CUDs-ISH-ORSTOM* de novembre 1990 (Observatoires de Bafou et Yemessoa).

Collectif OCISCA, 1990-1992 - *Bulletins du réseau OCISCA* (6 bulletins parus entre juillet 1990 et juillet 1992).

Collectif OCISCA, 1991 - *Les cacaoculteurs et la crise en 1991: encore et toujours le cacao!* (observatoire du Centre du Cameroun), rapport d'étape phase 1, Yaoundé, projet OCISCA (CUDs-ISH-ORSTOM), novembre 1991, 25 p. multigr.

Collectif OCISCA, 1991 - *Les planteurs de café et la crise à Bafou en 1991 (Observatoire de l'Ouest du Cameroun)*, rapport d'étape phase 1, Yaoundé, projet OCISCA (CUDs-ISH-ORSTOM), novembre 1991, 25 p. multigr.

Collectif OCISCA, 1992 - Séminaire-atelier de Dschang d'avril 1992. Voir notamment les communications sur la méthodologie de J. Charmes, G. Courade et J. Nyemba et sur les observatoires eux-mêmes de P.M. Eloundou-Enyegue, E. Foko, I. Grangeret-Owona, B. Kamanda, P. Janin, T. Moulende-Fouda, C. Santoir, F. Tchala-Abina, S.D. Yana (à paraître en 1994 chez Karthala).

COURADE (G.), 1990 - Le projet OCISCA : Observatoire du Changement et de l'Innovation au Cameroun, *Chronique du Sud*, N0.4, pp.97-103.

COURADE (G.), 1991 - Une recherche partagée, pp.56-57 in : *rapport d'activité de l'ORSTOM*, 1990.

COURADE (G.), ELOUNDOU-ENYEGUE (P.M.), GRANGERET (I.), 1991. L'Union des coopératives agricoles de l'Ouest du Cameroun (UCCAO): de l'entreprise commerciale à l'organisation paysanne, in : *revue Tiers-Monde* (numéro dirigé par Maxime Haubert : "Politiques agraires et dynamismes paysans"), tome XXXII, N0.128, oct.- déc. 1991, pp.887-899.

COURADE (G.), GRANGERET (I.), JANIN (P.), 1991- La liquidation des joyaux du prince : les enjeux de la libéralisation de la filière café-cacao au Cameroun, *Politique Africaine*, N0.44, pp. 121-128.

COURADE (G.), JANIN (P.), 1992 - Crise et ajustement en milieu rural camerounais : confrontation du local et du national (OCISCA), *Chronique du Sud*, N0.7, janvier 1992, pp. 9-19.

COURADE (G.), GRANGERET-OWONA (I.), 1993 - De nouvelles approches face à la crise" pp. 48-50, chap.3.3 in : *Environnement et développement, rapport d'activité de l'ORSTOM*, 1992.

ELOUNDOU-ENYEGUE (P.), 1992 - Solidarité dans la crise et crise des solidarités familiales au Cameroun ? Evolutions récentes des échanges entre villes et campagnes, *Les dossiers du CEPED*, N0.22, 40 p.

14. JANIN (P.), 1992 - "La confession d'un enfant d'OCISCA", *Chronique du Sud*, N0.8, pp.126-129.

d) Observatoires et approches théoriques du comportement des planteurs

ALARY (V.), BOPDA (A.), COURADE (G.), JANIN (P.), 1993- *Who are the determinants of the behaviour of the beti planters ?*, London, School of Oriental and African Studies, London School of Economics. Paper presented at the Conference on Cocoa Production and Economic Development in the 19th and 20th Centuries, September 1993, 20 p. multigr.

CHAYANOV (A.V.), 1966 - *The theory of Peasant Economy*, Homewood, Illinois published for the American Economic Association by R.D.Irwin.

DAVIRON (B.), FOUSSE (W.), 1993 - *La compétitivité des cafés africains*, Paris, Ministère de la Coopération, 252 p.

LE PLAIDEUR (A.), 1989 - Vie et survie domestique en zone forestière camerounaise : la reproduction simple est-elle assurée ?, pp.277-290, in : Eldin (M.), Milleville (P.) éd.s. *Le risque en agriculture*, Paris, ORSTOM (A travers champs), 620 p.

RUF (F), 1987 - Eléments pour une théorie sur l'agriculture des régions tropicales humides. I- De la forêt, rente différentielle, au cacaoyer, capital travail, *L'Agronomie Tropicale*, Vol.42, N0., pp.218-227.

SANTOIR (C.), 1992 - *Sous l'empire du cacao : Etude diachronique de deux terroirs camerounais*, Paris, ORSTOM, (Collection "A travers champs"), 191 p.

WEBER (J.), 1979 - Logiques paysannes et rationalité technique : illustrations camerounaises", pp. 311-315, in : ORSTOM éd. - *Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique Tropicale - Actes du colloque de Ouagadougou* (4-8 Décembre 1978), Paris, ORSTOM, Collection Mémoires, N0.89.

Annexe: Questionnaire OCISCA de la phase expérimentale

Structure

Le questionnaire de la phase expérimentale, en novembre et janvier 1990, élaboré par les équipes ISH de Yaoundé et INADER de Dschang se compose de 21 pages. Il comporte 4 modules numérotés de A à D à appliquer à tous les ménages qui vont être enquêtés (soit 10 pages):

- A : "Démographie et protection sociale",
- B : "Indicateurs de niveau de vie",
- C : "Activités, sources de revenus",
- D : "Relations villes-campagnes",

Les 5 modules suivants, de E à I, ne sont applicables qu'auprès des personnes concernées, appelées "groupes-cibles":

- E : "Migrations de retour",
- F : "Productions agro-pastorales",
- G : "Activités extra-agricoles",
- H : "Sans emploi à la recherche d'un premier emploi"
- I : "Initiatives locales".

Contenu

Le questionnaire se présente sous deux formes:

(1) 12 tableaux comportant des réponses pré-codées ou ouvertes sur démographie et composition du ménage, aliments consommés dans l'ensemble du ménage, emprunts contractés depuis 5 ans, élites, activités productives et rentières du ménage, parents-amis en ville avec qui on a des relations, récit de vie de migrants de retour, gestion des cultures des exploitations agricoles, itinéraire professionnel des actifs extra-agricoles, vie associative du quartier et du village, opérations de développement communautaire du quartier ou du village;

(2) 20 questions fermées ou semi-fermées aux réponses pré-codées sur la dot et le mariage, les personnes à charge, le patrimoine, les biens de consommation durables, les grosses dépenses depuis un an, les dépenses sociales, les besoins en crédit, la position sociale du ménage, l'accueil du migrant de retour, les avantages et inconvénients de la ville ou du village selon le migrant, les stratégies du chef d'exploitation, les cultures introduites depuis 10 ans, l'histoire des parcelles, le devenir de la culture d'exportation et de l'élevage, les ajustements vis-à-vis des intrants, le profil de l'actif extra-agricole, sa rémunération et ses charges, l'histoire de la perte d'emploi et des stratégies de recherche d'emploi, la capacité du village à financer des projets de développement locaux.